

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la Société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 59 (1918), p. 25-34

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1918\\_\\_59\\_\\_25\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1918__59__25_0)

© Société de statistique de Paris, 1918, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 2. — FÉVRIER 1918

### I

#### PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 JANVIER 1918

##### SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY, PRÉSIDENT  
ALLOCATION DE M. LE PRÉSIDENT ET INSTALLATION DU PRÉSIDENT POUR 1918 ET DU BUREAU.  
ALLOCATION DE M. EUGÈNE D'EICHTHAL, PRÉSIDENT POUR 1918.  
PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DES 21 NOVEMBRE ET 19 DÉCEMBRE 1917.  
NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.  
COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.  
CINQUANTENAIRE DE SOCIÉTARIAT DE M. EDMOND FLÉCHEY, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.  
COMMUNICATION DE M. BARRAT : « LES RÉSULTATS ET LE FONCTIONNEMENT DU PLACEMENT DES RAPATRIÉS. » — OBSERVATIONS : M. NEYMARCK ; M. LE PRÉSIDENT.

#### OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY, PRÉSIDENT SORTANT

La séance est ouverte à 17<sup>h</sup> 50, sous la présidence de M. Raphaël-Georges Lévy, président sortant, qui prend la parole en ces termes :

MES CHERS COLLÈGUES,

Le Président de la République Française est élu pour sept ans ; celui des États-Unis, pour quatre ans : mais il arrive que ce dernier soit appelé à exercer pendant une nouvelle olympiade ce pouvoir considérable dont l'illustre WILSON nous a montré l'étendue. Le président de la Société de Statistique ne reste à votre tête que pendant une année, et n'est pas rééligible. Mais il continue à siéger, sa vie durant, dans votre Conseil, et à participer ainsi au gouvernement de vos destinées. Honneur précieux pour celui sur lequel vos suffrages se sont portés ! Il ne peut, en descendant du fauteuil, que vous remercier, une fois de plus, du témoignage de confiance et de sympathie que vous lui avez donné.

Aujourd'hui encore les devoirs de ma charge m'appellent à rendre un suprême hommage à un confrère disparu. Ce n'est pas sans une poignante émotion que je dis, en votre nom, un dernier adieu à René STOURM, qui fut un des maîtres de la science financière française et qui a joué un rôle si considérable dans la création d'un enseignement dont la nécessité était apparue au lendemain de la guerre de 1870. Par les cours que, pendant plus de trente ans, il a professés

à l'École des Sciences politiques, par les ouvrages qu'il a publiés sur le budget, les systèmes généraux d'impôts, les finances de l'Ancien Régime, de la Révolution, du Consulat, la Bibliographie historique des finances de la France au dix-huitième siècle, il a exercé sur la jeunesse une influence profonde, dont l'action ne s'est pas arrêtée à nos frontières. Le nom et les livres de STOURM étaient connus dans les nombreux pays qui se font honneur de s'inspirer de la science et de la civilisation françaises. A la base de ses travaux se trouvait une documentation statistique excellente, ordonnée avec une méthode parfaite et qui lui a permis ces belles généralisations dont ses principales œuvres fournissent de si parfaits modèles. STOURM avait remplacé, en 1913, en qualité de secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques, le grand statisticien Alfred DE FOVILLE, dont nous pleurons encore aujourd'hui la disparition prématurée. S'il fut donné à son successeur d'atteindre un âge plus avancé, le coup qui nous l'enlève n'en est pas moins douloureusement ressenti par nous tous. En même temps qu'un ami très cher, nous perdons un maître qui honorait la France et qui fut, en toute circonstance, un fidèle serviteur du pays.

1917 fut la quatrième année qui s'est déroulée sous le signe de Bellone, La guerre terrible a continué de sévir; elle a été marquée par un événement capital dans l'histoire du monde : l'entrée dans la lutte, à nos côtés, des États-Unis de l'Amérique du Nord. S'il m'était permis de donner une indication pour l'année qui s'ouvre, je demanderais à nos collègues de consacrer quelques-unes de nos réunions à l'étude de problèmes américains. Il me paraît utile de faire connaître à nos compatriotes les aspects si originaux sous beaucoup de rapports, de la vie économique d'outre-Atlantique.

Même dans un milieu scientifique comme le nôtre, nous n'avons pu nous abstraire des événements formidables au milieu desquels nous vivons. Je dirai plus : c'est ici surtout que nous nous rendons compte du bouleversement apporté dans le monde par une guerre sans précédents, et que nous mesurons les conséquences des événements qui se déroulent et qui n'entraîneront pas de conséquences moindres sur le terrain économique que dans le domaine politique. La statistique est plus nécessaire que jamais. Nous avons besoin de savoir ce que nous avons perdu, pour dresser le programme des efforts nécessaires et des revendications légitimes.

La plupart des communications qui nous ont été faites au cours des neuf séances de l'année ont porté l'empreinte de cette préoccupation. A la séance de janvier, M. Paul MEURIOT nous a parlé de la population de langue celtique dans les Iles Britanniques. Il était particulièrement intéressant pour nous d'entendre notre savant collègue nous montrer l'importance chez nos alliés de cette population dont le caractère, sous maint rapport, se rapproche du nôtre.

Au mois de février, M. PUPIN nous entretenait des revenus et budgets d'après-guerre. Il nous faisait observer que la proportion de l'ensemble des revenus absorbés par les dépenses publiques sera naturellement beaucoup plus considérable dans l'avenir que dans le passé : il estimait qu'elle passerait de 15 à 37%. En présence de ces besoins formidables de l'État, M. PUPIN insistait sur la nécessité de laisser l'initiative privée développer le travail et multiplier les capitaux.

Le 21 mars, notre nouveau président, M. Eugène D'EICHTHAL, nous fit une communication sur les revenus privés et le revenu national. Il attira d'abord notre attention sur la nécessité de bien définir le revenu. Il nous a montré l'insuffisance de plusieurs des méthodes employées pour évaluer ce qu'on appelle la richesse publique. Celle-ci est avant tout le résultat de la productivité de chaque pays, productivité due en partie à l'esprit d'entreprise, en partie aux ressources naturelles dont l'initiative individuelle tire parti.

Le 18 avril, M. COURTRAY nous a présenté une étude sur les travaux statistiques entrepris par la Compagnie de l'Ouest en vue de l'évaluation des charges qui lui sont imposées par le service des pensions de sa caisse de retraites.

Le 16 mai, M. YVES-GUYOT nous a parlé des ressources et des besoins dans

le monde. Il nous a montré, par des chiffres éloquentes, que la satisfaction des besoins de l'humanité exige un commerce international de plus en plus développé : le total, qui en était de 73 milliards de francs il y a quarante ans, a passé à 245 milliards en 1916. YVES-GUYOT conclut, lui aussi, à la nécessité d'être animé par la volonté de produire : pour rétablir notre change, nous devons avoir des objets à exporter en grande quantité.

Le 20 juin, M. MAGNAN nous a parlé de la Douane et la guerre. Il nous a décrit le rôle et le mode de fonctionnement de divers organes créés à l'occasion de la guerre, dans le but d'assurer et contrôler les mesures de défense économique. Toutefois les marchandises destinées à la défense nationale forment les quatre cinquièmes des entrées, il ne reste de soumis à la compression qu'un cinquième des importations. M. MAGNAN estime que nous devrions n'aborder la révision de notre tarif qu'après nous être mis d'accord avec nos alliés.

Le 17 octobre, M. RAIGA a parlé des finances et du régime fiscal de guerre de l'Angleterre, en faisant ressortir le fait que nos alliés sont demeurés fidèles à leurs traditions : ne jamais contracter un emprunt sans assurer au budget les ressources nécessaires pour en payer les intérêts, prévoir toujours l'amortissement, ne mettre à la charge des générations futures que ce que la génération présente est hors d'état d'acquitter. Les recettes budgétaires, qui ont couvert plus du quart des énormes dépenses de guerre, ont plus que triplé depuis le début des hostilités. Les impôts directs fournissent les trois quarts, les indirects un quart du total. M. RAIGA a rendu hommage à l'effort de la Grande-Bretagne.

Le 21 novembre, M. Paul MEURIOT nous a exposé le recensement de l'an II, qu'il a appelé l'œuvre statistique la plus considérable antérieure au dix-neuvième siècle. Elle fut principalement accomplie par les districts, qui correspondaient directement avec le Comité de Division de la Convention, sorte de conseil supérieur de la Statistique.

Dans la même séance, M. Paul RAZOUS nous a parlé de l'adaptation des usines de guerre aux besoins de la paix. Il les classe en six groupes. La transformation dépendra d'un facteur économique et d'un facteur technique. Pour établir le premier, il y a lieu d'évaluer la consommation française et les exportations possibles après la guerre. D'autre part, il faut étudier la possibilité des fabrications nécessaires avec le minimum de modifications dans l'outillage. Cela sera d'autant plus facile que notre industrie s'est mise à la hauteur de tous les progrès scientifiques. Il conviendra de réduire notre déficit en houille par l'utilisation de la force motrice des chutes d'eau et par l'emploi des huiles lourdes dans le chauffage des cubilots et fours à réchauffer.

Le 19 décembre, l'orateur était M. DEWAVRIN et le sujet : « L'Immigration aux États-Unis de 1910 à 1916 ». Comme cela était aisé à prévoir, les statistiques nous montrent que le courant de l'immigration a baissé dans une proportion considérable, qui atteint, par rapport à la dernière année de paix, 75 % en 1914-1915 et 83 % en 1915-1916. La discussion qui a suivi l'exposé de la question a donné à notre sympathique allié M. VEDITZ, l'occasion d'exprimer le regret que l'immigration française n'ait pas été plus forte aux États-Unis, où elle eût été particulièrement bienvenue.

Presque toutes nos séances, on le voit, ont été consacrées à des sujets se rapportant directement ou indirectement à la guerre. Celles au cours desquelles nous avons cherché à dégager quelques-unes des redoutables inconnues qui enveloppent les problèmes du lendemain de la paix méritent d'être particulièrement retenues. Je ne puis que remercier tous ceux de nos collègues qui nous ont fait des communications et ceux qui ont pris part à nos discussions. Je suis convaincu qu'au cours de l'année qui s'ouvre, l'activité de notre Société ne fera que s'accroître, grâce à la collaboration de nos membres de plus en plus nombreux : car si nous avons eu la douleur de perdre, en 1917, huit de nos collègues, nous en avons recruté treize nouveaux, qui nous apportent un contingent précieux de zèle et de compétence.

L'activité infatigable, le zèle et la compétence de notre cher secrétaire général BARRIOL n'ont pas peu contribué au succès de nos travaux.

MON CHER D'EICHTHAL,

Ce m'est un plaisir particulier que de remettre entre vos mains la présidence de la Société de Statistique pour l'année 1918. Notre compagnie ne saurait avoir un guide plus sûr et plus éclairé. Vous êtes de ceux qui n'acceptent les honneurs qu'avec le ferme dessein de remplir complètement les charges qui en sont la condition. Votre science économique et votre vaste expérience nous seront également précieuses pour le choix de nos sujets et la direction de nos travaux. Tous nos collègues savent avec quelle justesse de vues, avec quel esprit critique, dans le meilleur sens du mot, vous prenez part à nos discussions. Tous ont apprécié la haute valeur des communications que vous nous avez faites et dont la dernière a été, comme je le rappelais il y a un instant, l'une des plus intéressantes de l'année 1917. Voilà plus d'un quart de siècle que j'ai l'honneur d'appartenir à une école où nous formons l'admirable jeunesse qui a sauvé la France en répandant à flots son sang généreux. Rue Saint-Guillaume mieux qu'en aucun autre lieu, j'ai apprécié les qualités de haute et bienveillante autorité qui distinguent celui qui est en même temps le président et le directeur de l'École Libre des Sciences politiques. Les statisticiens ont en général dépassé l'âge de la scolarité : ils n'en sont pas moins heureux de trouver dans celui qui va être à leur tête les qualités d'un chef. Il y a quelques jours vous quittez la présidence de l'Académie des Sciences morales et politiques, au sein de laquelle votre parole s'est fait entendre, en sa séance annuelle, avec une éloquence particulière. Vous avez trouvé d'incomparables accents pour célébrer les hors serviteurs du pays auxquels l'Institut de France, par votre bouche, rendait un solennel hommage. Tous ceux qui vous ont applaudi sous la coupole le 1<sup>er</sup> décembre 1917 ont présent à la mémoire le noble discours par lequel vous avez tracé aux futurs étudiants de la grande guerre leur plan de travail. « Que de leçons, leur disiez-vous, à tirer de ce drame dont nos futurs lauréats auront connu à la fois les chocs et le dénouement, les pages d'éclatant ou d'obscur héroïsme et le final chant de victoire. »

La même tâche s'imposera aux statisticiens. Nous faisons nôtres les devoirs que vous traciez ainsi de main de maître : nous continuerons à travailler en attendant que le soleil reparaisse et que le droit vengé ait son triomphe. (*Applaudissements.*)

#### ALLOCUTION DE M. EUGÈNE D'EICHTHAL, PRÉSIDENT POUR 1918

M. Eugène d'EICHTHAL prend place au fauteuil de président et prononce l'allocution suivante :

MESSIEURS,

En lisant la liste de vos anciens présidents, j'ai pu constater que vous vous plaisiez parfois à placer pour quelques mois à la tête de votre compagnie des personnes aimant et vénérant la statistique, mais ne la pratiquant pas comme la branche permanente et spéciale de leurs études. La plupart de ces personnes avaient, pour légitimer votre choix, des titres ou des qualités que je n'ai pas : je tiens d'autant plus à affirmer que j'ai du moins de commun avec elles un grand amour de la statistique. Je me suis souvent interrogé moi-même sur l'origine de ce sentiment que j'éprouve pour une science dont ce n'est pas l'offenser que de dire qu'elle offre un aspect plutôt austère et qui ne comporte pas les rapides emballements du cœur ou de l'imagination. Et voici ce que j'ai trouvé :

C'est que la statistique n'est rien sans une opération préliminaire de l'esprit, à savoir la classification. Or, la classification, pour une intelligence éprise de précision et de clarté, est la base de toute connaissance. Assembler des sem-

blables en déterminant les points de similitude, cela n'a l'air de rien et c'est cependant le point de départ de n'importe quelle science, comme la sécurité de la similitude est aussi le critérium de la solidité de ses résultats. Cela est particulièrement évident de la statistique. Comme l'a dit récemment M. Fernand FAURE dans son savant article sur *la Statistique et le Gouvernement* : « Pour qu'un chiffre constitue une donnée statistique, il faut qu'il donne la mesure..... d'un total de faits suffisamment homogène. »

Vouloir connaître la somme des choses, c'est d'abord vouloir être certain que les choses qui entrent dans la somme sont bien celles qui doivent y figurer. On nous affirmait, enfants, qu'il ne faut pas additionner des pommes de terre et des choux si l'on veut savoir combien il y a de pommes de terre et combien il y a de choux. Les mauvaises statistiques — non pas celles que vous faites — additionnent volontiers les pommes de terre et les choux. Les gardiens de la bonne statistique veillent et dénoncent la confusion qui, de ces relevés erronés, tire des conclusions également erronées. Mais pour dénoncer les mauvaises statistiques, il faut souvent un travail d'analyse approfondie qui permette de pénétrer la substance même des objets et des phénomènes pour la saisir dans les mots; ceux-ci cachent parfois, sous la communauté de certaines apparences, des dissimilitudes essentielles et profondes. Si j'abordais ici la nomenclature économique par exemple, que de cas je pourrais citer où des expressions comme richesse, capital, revenus publics ou privés, valeurs mobilières ou immobilières, immobilisations, etc... couvrent d'innombrables malentendus ou doubles emplois qui donnent à plus d'une statistique qu'on en dresse et qu'on répand, un caractère vraiment peu scientifique. Beaucoup de ces mots mériteraient qu'un nouveau Socrate interrompit, comme l'ancien philosophe le faisait de certains sophistes, ceux qui les emploient, en disant « qu'il saisit mal leur sens, qu'il les trouve obscurs, qu'il a besoin de se les faire expliquer un à un..... » Un ingénieux statisticien qui a fait beaucoup de statistiques dans sa vie et qui, nourri dans le sérail des chiffres en connaît les périls, notre collègue NËY-MARCK, a une fois comparé avec bien de la justesse certains relevés de la richesse d'une nation à ces miroirs placés dans les cirques, qui multiplient l'image d'un seul cheval lancé dans l'arène. Le spectateur voit plusieurs chevaux là où en réalité c'est le même et unique quadrupède qui galope.

Et c'est ainsi que toute statistique provoque la vérification, soit avant, soit après. *Avant* vaut évidemment mieux : mais même *après*, la statistique défectueuse rend encore des services à condition que livrée à la publicité elle soit contrôlée dans ses éléments, déchiquetée dans ses composantes, critiquée dans ses méthodes et ses données élémentaires. Après tout, la science s'est faite principalement par des théories ou des hypothèses fausses ou incomplètes que l'expérience et l'observation ont ensuite corrigées ou complétées. L'important est que le travail d'analyse et de rectification ne s'arrête jamais. Et pour cela l'existence de compagnies comme la nôtre qui concentrent les documents, les classent, les commentent, les signalent, est indispensable à la bonne marche d'une science d'observation. Et il est utile que dans cette compagnie figurent non seulement des statisticiens de profession, mais des personnes mises par leurs études ou leurs occupations en contact perpétuel soit avec les faits positifs, soit avec les doctrines qui cherchent à relier ces faits dans leur enchaînement rationnel : je parle surtout des hommes d'affaires et des économistes. Les uns et les autres apportent un concours nécessaire à la statistique, parce que les uns et les autres sont habitués à saisir la réalité des choses et à pénétrer sous leurs apparences, donc à faire ce travail de définition et de classification qui doit précéder toute énumération statistique, pour que celle-ci ait une véritable valeur et ne soit pas une simple accumulation de chiffres, imposante ou fastidieuse suivant les goûts individuels, mais sans portée sérieuse.

D'autre part, la statistique apporte à l'homme d'affaires et à l'économiste un concours précieux : pour le premier cela va de soi, puisque l'homme d'affaires

agit sur des quantités qu'il faut connaître d'abord avant de les opposer dans des échanges, et que cette connaissance pour être précieuse doit s'appuyer sur des statistiques bien faites, chiffres du commerce, prix, cours, valeurs, etc... A l'économiste, la statistique est d'une utilité qui saute moins aux yeux, mais qui n'en est pas moins réelle et considérable : elle lui procure le sens des proportions dans les faits, et c'est l'essentiel en économie politique : car celle-ci ne peut établir des règles et des prévisions solides que pour ce que j'appellerai les grands faits. Or, le sens des proportions qui est vraiment le « sens économique » manque bien souvent à ceux qui veulent en passant toucher à l'économie politique. Je me rappelle avoir critiqué un de nos philosophes-psychologues les plus ingénieux, parce qu'il trouvait et prouvait que la loi de l'offre et de la demande ne s'appliquait souvent pas; et il citait le commerce des chapeaux de dames ou des livres rares, où les caprices individuels jouaient dans bien des cas un rôle prédominant. « Si vous voulez vérifier les lois de l'économie politique, lui disais-je, prenez le marché des céréales, ou du charbon, ou des grands métaux, et laissez de côté les échanges exceptionnels et de petit volume, et, pour cela, consultez la statistique industrielle et commerciale d'un ou de plusieurs grands pays. Vous verrez que dans ces échanges à masses considérables la fantaisie des échangistes s'annihile devant des données beaucoup plus positives et générales. Tel est je crois le lien nécessaire entre la statistique et ce qu'on appelle les lois économiques. Elles ne s'appliquent qu'aux grands nombres, et il est trop facile de les trouver en défaut lorsqu'on veut les invoquer en face de faits isolés ou restreints. Or, c'est à la statistique à indiquer les « grands nombres » et ce qui ne doit pas y figurer. Je voudrais espérer que les chapeaux de femmes à la mode n'y figureront jamais!

Le président que je remplace, et que je remercie de ses paroles trop aimables, a largement contribué à grandir encore si c'est possible la renommée de notre Société par son propre renom d'économiste et de publiciste rompu à la fois aux théories et à la pratique des finances et des questions de banque. Éminent professeur dans une école dont je ne saurais dire de mal, M. Raphaël-Georges Lévy apporte dans tout ce qu'il expose ou écrit une clarté également goûtée de ses auditeurs et de ses lecteurs. Vous avez apprécié ses élégantes et patriotiques allocutions. Vous avez admiré son zèle comme président, son autorité dans nos discussions, sa bonne grâce dans nos repas mensuels que j'ose à peine décorer du nom de *banquets*, même platoniciens. À défaut d'autres qualités, je vous promets du moins tout mon dévouement. J'espère que grâce à celui — inlassable — de notre excellent et actif secrétaire général, nos travaux ne chômeront pas sous mon éphémère présidence. Les sujets ne nous manquent pas. Rien qu'à compter les vides que la guerre a faits, hélas! dans nos jeunes générations, dans nos richesses, dans notre activité productive, nous aurions déjà de quoi remplir bien des séances. Nous aurons aussi des calculs plus consolants à établir, ceux de nos ressources réparatrices, des efforts déjà faits par l'initiative individuelle surtout, qui a réalisé des tours de force extraordinaires pour reconstituer une partie de notre vitalité, précieux encouragement pour les efforts nécessaires de l'avenir, soit dans notre vieille et chère France, soit dans nos colonies dont la guerre a révélé à bien des sceptiques les ressources déjà considérables et qu'une sagace organisation pourrait singulièrement développer. Et puisque je viens de prononcer ce mot d'*organisation* dont les Allemands sont si fiers, constatons comme statisticiens dans quelles proportions effrayantes, monstrueuses, mise au service de la sauvagerie germanique, elle a désorganisé le monde. Destinons-la, nous Français, à d'autres buts : ne la prostituons pas à la simple et brutale tyrannie de la force! Employons-la pour triompher de la violence, mais souhaitons que nous puissions, pendant l'année qui s'ouvre, enregistrer l'échec définitif de la barbarie, assister, en y collaborant, au réveil de la France revenue, après d'effroyables sacrifices, à la réorganisation du travail et de la civilisation humaine. (*Applaudissements.*)

#### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DES 21 NOVEMBRE ET 19 DÉCEMBRE 1917

M. le Président met aux voix l'adoption du procès-verbal de la séance du 21 novembre 1917, inséré dans le Journal de décembre.

Ce procès-verbal est adopté sans observations.

M. le Président fait connaître alors que par suite, d'une part, des importants travaux de fin d'année et, d'autre part, de la situation toujours difficile de la ville de Nancy, la Maison Berger-Levrault n'a pu faire paraître à temps le numéro de janvier du Journal, dans lequel est inséré le procès-verbal de la séance du 19 décembre 1917; l'adoption n'en pourra avoir lieu qu'à la prochaine séance.

#### NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

M. le Président met aux voix les candidatures de MM. Jules LÉON, ROSSIGNOL, R. COTTEREAU et BORDEAUX-REGO, présentés à la dernière séance. Ces candidatures sont acceptées à l'unanimité et MM. LÉON, ROSSIGNOL, COTTEREAU et BORDEAUX-REGO sont nommés membres titulaires.

M. le Président annonce qu'il a reçu une demande d'admission au titre de membre titulaire de M. CHEVALIER, directeur de l'Office National des valeurs mobilières, 5, rue Gaillon (II<sup>e</sup>), présenté par MM. BARRIOL et R.-G. LÉVY. Conformément à l'usage, il sera statué sur cette candidature à la prochaine séance.

#### COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. le Président donne la parole à M. le Secrétaire général pour diverses communications.

M. le Secrétaire général annonce qu'il a reçu pour la Société un certain nombre d'ouvrages parmi lesquels il cite :

ARGENTINE. — Annuaire du commerce extérieur. Année 1915.

ESPAGNE. — Annuaire statistique de l'Espagne. Année 1916.

ÉTATS-UNIS. — Workmen's compensation laws of the United States and Foreign Countries.

Foreign Commerce and Navigation of the United States for the Year ending June 30, 1916.

URUGUAY. — Annales de l'Instruction primaire. Juillet 1916 à juin 1917.

SUÈDE. — Statistique du bétail. 1917.

Statistique de la marine marchande. 1915.

Statistique de la caisse d'épargne postale. 1916.

Industries et métiers pour 1915.

Pilotage. 1916.

Consommation et vente de l'eau-de-vie. 1914-1915.

L'arpentage, pour 1916.

Sociétés d'assurances pour 1915.

Recensement de la population. 1910 (*Suite*).

Statistique des caisses d'épargne. 1916.

Statistique postale pour 1916.

M. le Secrétaire général tient à signaler la traduction en français, insérée dans tous les volumes de Suède cités ci-dessus.

#### CINQUANTENAIRE DE SOCIÉTARIAT DE M. EDMOND FLÉCHEY, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL HONORAIRE

M. le Président prend la parole en ces termes :

MON CHER COLLÈGUE,

J'ai l'agréable mission, pour l'inauguration de ma présidence, d'être chargé de vous adresser, au nom de la Société de Statistique de Paris, à l'occasion du

cinquantenaire de votre entrée dans notre Société, nos affectueuses félicitations et nos sincères remerciements pour la collaboration assidue que vous lui avez prêtée, d'abord comme membre sociétaire, auteur de tant de communications intéressantes, puis successivement comme secrétaire adjoint, membre du Conseil et enfin pendant dix ans, de 1900 à 1910, à titre de secrétaire général. J'ai pu personnellement, pendant cette dernière période, vous voir à l'œuvre et admirer le zèle, le dévouement, la compétence avec lesquels vous vous acquittiez de fonctions toujours délicates et astreignantes. On pourrait dire des Sociétés savantes qu'elles vivent surtout par leurs secrétaires généraux, perpétuels ou non : seuls, ils assurent la permanence qui est nécessaire dans les entreprises humaines pour qu'elles prospèrent. Vous y joigniez la science et la compétence ayant, pendant votre longue carrière administrative, rempli les fonctions de chef de la Statistique au ministère de l'Agriculture. Vos nombreux travaux prouvent que votre activité intellectuelle s'est exercée sur toutes les branches où la Statistique a à prendre des documents précis et à fournir des données quantitatives exactes ; questions de population, de travaux publics, d'industrie, de production agricole, de consommation alimentaire. Dans toutes ces matières, vous avez largement contribué à la fois à l'activité de notre Société et aux progrès de notre science, avide d'asseoir la vérité économique sur des bases numériques solides.

C'est précisément une image de la science que je suis prié par la Société de Statistique de vous offrir sous forme de cette plaquette due au talent d'un de nos excellents graveurs. Je vous l'offre à titre de symbole de notre gratitude et de notre affection. La figure féminine qui y est gravée a la nudité sévère qui convient à la fois à la Vérité et à la Statistique. L'une et l'autre n'ont pas besoin d'envelopper leur sincérité d'inutiles ornements. Vous trouverez, au revers, l'inscription de notre souvenir reconnaissant attaché à votre nom. Espérons que vous n'oublierez pas, en regardant cet objet d'art, les dates de nos réunions et que vous continuerez à venir jouir de notre confraternité et nous faire profiter de votre collaboration.

M. FLÉCHEY, secrétaire général honoraire, remercie cordialement M. le Président des témoignages d'estime et de sympathie qui lui sont adressés ; il accepte, sous toutes réserves, les éloges chaleureux qu'il lui octroie avec tant de bienveillance ; sans doute, il s'est efforcé, au cours de sa longue carrière, de faire œuvre utile, mais il est heureux de constater que s'il a fréquenté nombre de milieux officiels ou privés, nulle part, il n'a rencontré plus de cordialité et de solidarité que dans celui de la Société de Statistique.

Le rôle de la statistique dans la guerre a attiré particulièrement les auteurs de nos communications. Il ne pouvait en être autrement. A ce propos, on ne peut qu'admirer l'attitude de nos sociétés savantes (littéraires et scientifiques) dont les enceintes ont retenti des accents les plus chaleureux et les plus patriotiques : l'Institut en tête, puis les grandes conférences de la Sorbonne, la Société des gens de lettres, etc. En ce qui concerne la Société de Statistique, l'orateur rappelle particulièrement les discours d'entrée et de sortie de nos cinq présidents qui se sont succédé de 1914 à 1918 et dont les deux derniers sont membres de l'Institut.

M. FLÉCHEY, qui, depuis cinquante ans, a pu suivre toutes les phases de la vie de la Société, constate que la guerre n'a pas arrêté son développement. Il y voit un heureux présage pour l'avenir. « Qu'il me soit permis, dit-il en terminant, d'émettre un vœu, celui de pouvoir encore, malgré mes quatre-vingt-deux ans, célébrer avec tous nos collègues, la victoire finale, la victoire libératrice de notre chère et bien-aimée France ! »

M. le Président donne la parole à M. BARRAT pour développer sa communication.

**COMMUNICATION DE M. BARRAT : « LES RÉSULTATS ET LE FONCTIONNEMENT DU PLACEMENT DES RAPATRIÉS »**

M. BARRAT expose qu'après un arrêt du travail dans un grand nombre d'établissements en août 1914, qui entraîna un nombre élevé de chômeurs, l'activité reprit dans la plupart des industries, si bien qu'en janvier 1917, d'après les enquêtes de l'Inspection du Travail dans les établissements pour lesquels elle a pu recueillir des renseignements comparables, le personnel occupé dans l'ensemble de ces établissements était arrivé à être à peu près égal à celui qui était employé avant la guerre; il était de 98% du personnel antérieur sans déduction faite des ouvriers mobilisés, et en excédent de 22% ce personnel mobilisé déduit.

Le nombre des ouvriers occupés serait même de beaucoup supérieur si on pouvait tenir compte du personnel employé dans les établissements relevant directement des ministères de la Guerre, de la Marine, dans lesquels le nombre des ouvriers et ouvrières s'est encore accru dans de grandes proportions.

Pour trouver le personnel nécessaire, on s'est adressé à la main-d'œuvre masculine et féminine des établissements arrêtés pour une cause quelconque; surtout la main-d'œuvre féminine est venue, dans certains ateliers, remplacer la main-d'œuvre masculine qui faisait défaut; on a eu recours aussi à la main-d'œuvre étrangère (coloniale, des pays neutres, à celle des réfugiés, etc.).

On a pensé aussi à utiliser la main-d'œuvre que peut offrir un certain nombre de rapatriés, ceux de nos compatriotes qui, surpris chez eux par l'invasion, ont obtenu de revenir en France libre après un certain nombre de mois pendant lesquels ils ont eu à supporter les privations et les vexations que l'on connaît.

L'étude des conditions de l'emploi possible de cette main-d'œuvre ne comprend que la période de rapatriement du 5 décembre 1916 au 14 juillet 1917. Environ 113.000 rapatriés étaient rentrés avant le mois de décembre 1916; dans la période considérée, on en a reçu à Annemasse d'abord et à Évian ensuite 132.842.

Les convois d'arrivée de rapatriés ont compris, pour le plus grand nombre, des enfants, des femmes chargées de famille et, à côté d'un nombre relativement élevé de vieillards, un petit nombre d'hommes encore en état de pouvoir travailler, malgré leur âge. Dans un groupe de 20.000 rapatriés, la proportion de ceux du sexe masculin qui ont plus de douze ans a été un peu plus de 7%; dans un autre groupe, de 64.000, cette proportion a été de 15%.

Malgré le désir exprimé par beaucoup de rapatriés de retrouver un emploi dès leur arrivée à destination, il n'a été possible d'en procurer qu'à un petit nombre : 349 en décembre 1916, puis 1.051, du 15 janvier au 24 mars 1917 et 229 du 14 avril au 14 juillet, correspondant avec l'arrivée des groupes de convois de rapatriés.

Pour permettre aux rapatriés non placés d'utiliser leurs aptitudes au travail, on a, en même temps, établi une fiche professionnelle qui a été adressée aux services de placements compétents et qui a permis, quel que soit le lieu de destination des rapatriés, de recourir à eux pour répondre aux offres des employeurs.

Des fiches professionnelles ont été ainsi établies pour un peu plus de 1.100 rapatriés du 15 janvier au 24 mars et pour un peu plus de 3.500 autres du 14 avril au 14 juillet 1917. La répartition de ces rapatriés par sexe, âge et profession est aussi étudiée.

Un exposé rapide des conditions dans lesquelles sont reçus les rapatriés à Évian permet de se rendre compte des efforts des différents services pour réserver à nos malheureux compatriotes l'accueil qui leur est dû pour les consoler de leurs souffrances vaillamment supportées.

M. le Président remercie l'orateur de son intéressante communication et donne la parole à M. NEYMARCK.

M. NEYMARCK exprime toute sa satisfaction d'avoir entendu la communication de M. BARRAT; il estime que l'on reconnaîtra à sa lecture qu'elle renferme de nombreux et utiles renseignements statistiques. Ayant eu l'avantage de se rendre compte par lui-même du fonctionnement des services de placement des rapatriés, il ne peut qu'en louer les organisateurs. Accompagné de sa fille, il a assisté à Évian, à l'arrivée de 200.000 évacués, spectacle profondément angoissant et émouvant; le commissaire spécial, M. PÉRIER, d'un dévouement au-dessus de tout éloge, a accompli une œuvre admirable, permettant de secourir et de placer rapidement nos malheureux compatriotes arrivant en France, dans un dénuement absolu.

Pour en apprécier l'organisation, il a rempli le rôle d'évacué, afin de suivre la filière des divers services; aussi, peut-il, à bon escient, adresser ses vives félicitations à M. PÉRIER ainsi qu'à M. DERVILLE qui s'est rendu à Évian pour s'assurer que les moyens de transport ne laissaient rien à désirer.

M. le Président demande à M. BARRAT s'il existe, en France, un service spécial s'intéressant aux rapatriés placés, service propre à les suivre dans leurs pérégrinations.

M. BARRAT ajoute que l'évacué qui a un répondant est suivi.

La séance est levée à 19<sup>h</sup> 15.

Le Secrétaire général,  
BARRIOL.

Le Président,  
E. D'EICHTHAL.

---